

YÉMEN

République du Yémen

CAPITALE : Sanaa

SUPERFICIE : 531 869 km²

POPULATION : 16 496 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Ali Abdullah Saleh

CHEF DU GOUVERNEMENT : Abdel Karim al Iryani

LANGUE OFFICIELLE : arabe

PEINE DE MORT : maintenue

YÉMEN

Plusieurs personnes, des journalistes essentiellement, ont été arrêtées et placées en détention pour de courtes périodes ; il était avéré pour certaines, et probable pour d'autres, qu'elles étaient des prisonniers d'opinion. Des personnes soupçonnées de violences à caractère politique ont été placées au secret sans être autorisées à voir un avocat ni même, pour nombre d'entre elles, informées de la raison de leur arrestation. Des actes de torture ont continué d'être signalés. À la suite d'un décès survenu dans des circonstances laissant présumer qu'il était la conséquence directe ou indirecte de sévices, trois responsables des forces de sécurité ont été jugés et condamnés à des peines d'emprisonnement. La peine de mort a continué de s'appliquer ; de plus, cette peine cruelle qu'est la flagellation a, cette année encore, été régulièrement prononcée à titre de châtiment judiciaire.

Contexte

En septembre 1999, la première élection présidentielle au suffrage universel organisée au Yémen a vu la victoire du chef d'État sortant, Ali Abdullah Saleh, qui, de source officielle, a obtenu 96,3 p. cent des voix. Il n'y avait en face de lui qu'un seul autre candidat, Najib Qahtan al Shabi, membre du Congrès populaire général (CPG, le parti du président), qui se présentait en indépendant. Pour être éligibles, les candidats étaient tenus de réunir les signatures de 10 p. cent des députés ; de ce fait, les partis d'opposition ont été exclus de la course à la présidence, en raison notamment de leur faible représentation au Parlement, conséquence de leur boycottage des élections législatives de 1997.

Des attentats à la bombe – dont certains pour des motifs apparemment politiques – ont continué de se produire dans tout le pays, provoquant la mort de 22 personnes et en blessant une soixantaine d'autres. L'Armée islamique d'Aden-Abyan a revendiqué la responsabilité de plusieurs de ces attentats – comme elle avait déjà revendiqué celle de l'enlèvement, en décembre 1998, de 16 touristes, dont quatre avaient été tués lors de l'affrontement ayant opposé les ravisseurs aux forces de sécurité. Au cours de l'année 1999, cette organisation a menacé à plusieurs reprises de se livrer à d'autres violences, notamment pour venger l'exécution de son chef.

Une trentaine de personnes auraient été tuées dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre lors d'échauffourées entre tribus fortement armées, ou au cours d'accrochages entre tribus et forces de sécurité.

Au total, 30 personnes auraient été enlevées en neuf occasions distinctes. Dans la plupart des cas, les exigences des ravisseurs portaient sur l'amélioration des services et des équipements locaux. Aucun des enlèvements signalés en 1999 n'a fait de victimes.

Au mois d'octobre, le gouvernement a annoncé la création de tribunaux spéciaux habilités à juger les enlèvements de ressortissants étrangers, les attentats contre les oléoducs, les vols de voitures et les actes de sabotage. Le gouvernement a également déclaré qu'il mettait en place un service spécialement chargé d'engager des poursuites dans ce type d'affaires. Cette initiative faisait suite à la décision prise en 1998 de rendre l'enlèvement passible de la peine de mort. Quelques jours à peine après cette annonce, le ministre de l'Intérieur faisait savoir que 46 personnes accusées de l'un ou l'autre des crimes susmentionnés allaient être immédiatement déférées aux nouvelles juridictions.

Harcèlement de journalistes

Plusieurs journalistes et directeurs de journaux en vue ont été interpellés et détenus pour de courtes périodes, durant lesquelles ils étaient considérés comme des prisonniers d'opinion. La plupart ont été arrêtés et interrogés pour avoir écrit ou publié tel ou tel article en particulier. En 1999, plusieurs journaux, dont *Al-Haq* et *Al-Shura*,

Irrégularités de procédure en matière d'arrestation et de détention

Les attentats à la bombe ont parfois donné lieu à des arrestations et à des placements en détention contraires à la propre législation du Yémen ou aux textes internationaux que ce pays a ratifiés, comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les détenus étaient maintenus au secret sans pouvoir alerter leur famille ni leur avocat.

✓ Omar Ibrahim Dagah a ainsi été arrêté au mois d'août à la suite d'un attentat à l'explosif dans le quartier de Tuwahi, à Aden. Placé au secret, il s'est vu refuser tout contact avec les siens ou un avocat. Plusieurs jours après, des responsables des services de sécurité l'ont ramené chez lui afin de procéder à une perquisition. Selon ses proches, il était enchaîné et paraissait affaibli et exténué. Il était toujours détenu au secret à la fin de l'année 1999.

Procès politiques

Plusieurs personnes ont comparu devant des tribunaux ordinaires afin de répondre d'activités « terroristes » présumées, comme des enlèvements ou des attentats. Les procès n'ont pas toujours respecté les normes internationales d'équité, entre autres pour les raisons suivantes : absence d'enquête sur des plaintes dénonçant des actes de torture ; déclarations à la presse violant le droit à la présomption d'innocence ; irrégularités dans les procédures d'interpellation et d'incarcération, tel le recours à la détention au secret ; manœuvres visant à gêner le travail de la défense – des avocats se sont ainsi vu refuser le droit de s'entretenir en privé avec leurs clients ou de consulter certaines pièces concernant leur affaire.

✓ Zein al Abideen al Mehdar, également connu sous le nom d'Abu al Hassan, chef de l'Armée islamique d'Aden-Abyan, a été exécuté en octobre 1999 pour avoir participé, en décembre 1998, à l'enlèvement d'un groupe de touristes dont quatre avaient ensuite été tués. Amnesty International ne disposait pas d'informations précises sur le déroulement du procès, mais l'Organisation avait fait connaître au gouvernement yéménite les préoccupations que lui inspirait le sort de Zein al Abideen al Mehdar au lendemain de son arrestation, en décembre 1998 : cet homme aurait été maltraité et maintenu au secret, et il n'aurait pas été autorisé à contacter un avocat. En outre, les déclarations faites à la presse par des responsables des services de sécurité auraient porté atteinte à son droit d'être présumé innocent tant que sa culpabilité n'était pas établie. Amnesty International avait demandé au gouvernement de faire en sorte que Zein al Abideen al Mehdar bénéficie de l'ensemble des garanties nécessaires à un procès équitable, mais sa requête était restée sans réponse.

✓ Dix personnes – dont des ressortissants algériens et britanniques – poursuivies pour constitution de bande armée et détention d'armes ont été condamnées en août à des peines allant de sept mois à sept ans d'emprisonnement. Plusieurs des accusés avaient été arrêtés fin décembre 1998. Ils ont été maintenus au secret quinze jours, durant lesquels ils auraient été soumis à des tortures et des mauvais traitements destinés à leur extorquer des aveux. Ils n'ont à aucun moment été informés des charges pesant sur eux, et ils ont dû attendre environ trois semaines avant d'être autorisés à prévenir leur avocat. Pendant les audiences, les contacts avec leurs avocats étaient limités, et ils se sont parfois vu refuser le droit de s'entretenir avec eux en privé. Même si quelques-uns des accusés ont pu bénéficier d'un examen médical, aucune enquête impartiale et indépendante n'a cependant été menée sur les sévices qu'ils affirmaient avoir subis. Après le verdict, tandis que la défense interjetait appel, l'accusation en faisait autant, mais pour réclamer des sentences plus sévères. Au mois de septembre, les deux appels ont été rejetés au motif qu'ils avaient été présentés trop tard. À la suite de cette décision, trois prisonniers qui avaient déjà purgé l'intégralité de leur peine ont été libérés. Fin 1999, l'affaire était devant la Cour suprême.

Torture

Des cas de traitements cruels, inhumains ou dégradants, voire des actes de torture, ont continué d'être signalés. Voici quelques-unes des méthodes décrites : le détenu est ligoté puis passé à tabac, il est frappé sur la plante des pieds, privé de sommeil et de nourriture, menacé de sévices ou mis aux fers. Il semble que les actes de torture se produisaient le plus souvent pendant les périodes de détention au secret. Dans la plupart des cas, aucune enquête n'a été ouverte.

✓ Soupçonné de vol, Mohammed al Kowkabani a été arrêté en mars 1999 ; il est mort en garde à vue une semaine plus tard. Les circonstances de sa mort laissaient à penser que la torture en était, directement ou indirectement, la cause. Au mois de juillet, un policier et deux soldats ont été condamnés à des peines d'emprisonnement pour leur participation aux tortures.

Autres préoccupations

Flagellation

Selon des avocats et des journalistes yéménites, des peines de flagellation ont continué d'être infligées régulièrement – dans certaines régions chaque semaine – à titre de châtement judiciaire. Étaient passibles de flagellation certains délits de nature sexuelle, la consommation d'alcool et la diffamation.

« Disparitions »

Aucun nouveau cas de « disparition » n'a été signalé. Amnesty International a cependant continué à réclamer que le sort des centaines de personnes ayant « disparu » au Yémen depuis la fin des années 60 soit enfin élucidé. En 1996, le gouvernement s'était engagé à enquêter sur les « disparitions » survenues depuis 1994. Amnesty International a notamment demandé à maintes reprises des informations sur 27 cas, mais en vain. En 1998, le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires s'est rendu au Yémen. Dans le rapport publié à l'issue de cette visite, il recommandait aux autorités « *de reconnaître les faits ayant conduit à la disparition et à la mort de centaines d'êtres humains et d'exprimer ses regrets* », et de mettre sur pied un groupe d'étude spécialement chargé « *de régler les problèmes juridiques toujours en suspens concernant les disparitions de 1986* ». Le gouvernement avait jusqu'au 31 octobre 1999 pour présenter au Groupe de travail de l'ONU un rapport sur les mesures prises en ce domaine.

Mécanismes intergouvernementaux

Après avoir examiné en janvier le deuxième rapport périodique présenté par le Yémen, le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé par le recours à des châtements corporels tels que la flagellation, ainsi que par la pratique de la torture dans les centres de détention.

Mémoire adressé au gouvernement du Yémen

En avril, Amnesty International a adressé au gouvernement yéménite un important mémoire faisant état d'un certain nombre de ses préoccupations – notamment celles relatives aux cas suivants (cités en annexe du document) : cinq personnes exécutées à l'issue de procès iniques ; neuf personnes condamnées à mort ; 11 personnes affirmant avoir été torturées ; huit femmes et enfants apparemment maintenus en détention au-delà de l'expiration de leur peine ; et deux exécutions extrajudiciaires probables. L'Organisation demandait des précisions sur toutes ces affaires et des informations sur les mesures éventuellement mises en œuvre en vue de concrétiser les engagements pris en 1996. Amnesty International faisait en outre part au gouvernement de son intention de rendre ses préoccupations publiques, et se déclarait prête à rendre compte de la réponse des autorités concernant les problèmes soulevés – mais de réponse il n'y a pas eu.

Pour en savoir plus

Yemen: Empty promise – Government commitments and the state of human rights in Yemen [Yémen. Des promesses non tenues – les engagements pris par les autorités et la situation des droits humains au Yémen] (index AI : MDE 31/04/99).